

Cohérence : *Réflexion et action intégrées*

La cohérence est une réflexion intégrée sur les objectifs des cadres de développement. Qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'est-ce que cela veut dire au niveau local ? À quoi ressemble une gestion cohérente des risques de catastrophe ? Le présent document étudie ces questions et vous invite à partager vos expériences personnelles d'intégration de la réflexion et de l'action.

L'objectif de ce projet est d'examiner le rôle des OSC et des collectivités locales pour veiller à la cohérence entre les principaux cadres de développement. Les OSC et les unités de gouvernement local (UGL) sont des acteurs essentiels car, dans de nombreux cas, ce sont elles qui sont étroitement liées aux réalités sur le terrain, où la cohérence est le plus nécessaire.

Nouveaux cadres pour un développement résilient

Plusieurs cadres mondiaux ont été établis en 2015/2016 - les Objectifs de développement durable (ODD), le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (CSRRC), l'Accord de Paris sur le changement climatique (ACC) et le Nouveau Programme pour les villes¹. Bien qu'ayant des buts et des cibles distincts, ils se recoupent aussi beaucoup. Pris ensemble, ils concernent, « pour les communautés dans tous les établissements humains, un développement qui tienne compte des risques et soit sensible aux conditions climatiques, avec une attention particulière pour les contextes uniques des villes ». Le développement doit être durable pour éviter de provoquer un changement climatique ou de créer de nouveaux risques. L'atténuation et l'adaptation au changement climatique doivent tenir compte du développement humain et la réduction des risques doit prendre en compte la vulnérabilité causée par le changement climatique et par un développement insuffisant, excessif ou défavorable. Tous ces défis se posent dans le contexte particulier de la ville, ainsi que dans d'autres contextes géographiques. Enfin, ces cadres partagent tous la priorité de l'inclusion - «ne laisser personne de côté» - en tant qu'objectif général. Les objectifs des cadres ODD, CSRRC et ACC de Paris sont présentés dans le tableau 1 ci-dessous, dans lequel les chevauchements sont visibles, en particulier dans les objectifs mis en italiques.



Transformer notre monde : Programme de développement durable à l'horizon 2030 de (2015)	Cadre de Sendai pour la Réduction des risques de catastrophe (2015)	Accord de Paris sur le changement climatique (2015)	Nouveau Programme pour les villes (2016)
<p>Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 : un plan d'action pour les populations, la planète et la prospérité -</p> <p>a. <i>mettre fin à la pauvreté et à la faim</i></p> <p>b. <i>protéger la planète de la dégradation</i></p> <p>c. <i>veiller à ce que tous les êtres humains puissent jouir d'une vie prospère et épanouissante</i></p> <p>d. <i>promouvoir des sociétés pacifiques, justes et inclusives</i></p> <p>e. mobiliser un partenariat mondial pour le développement durable.</p>	<p>Prévenir la création de nouveaux risques et réduire les risques de catastrophe existants à travers la mise en œuvre de mesures économiques, structurelles, légales, sociales, de santé publique, culturelles, éducatives, environnementales, technologiques, politiques et institutionnelles intégrées et inclusives, qui préviennent et réduisent l'exposition aux aléas et la vulnérabilité face aux catastrophes, améliorent la préparation à l'intervention et au relèvement, et renforcent par conséquent la résilience.</p>	<p>Renforcer la réponse mondiale à la menace du changement climatique, <i>dans le contexte du développement durable</i> et des efforts visant à <i>éradiquer la pauvreté</i> - en</p> <p>a. limitant l'augmentation de la température moyenne mondiale</p> <p>b. augmentant la capacité d'adaptation aux effets néfastes du changement climatique</p> <p>c. rendant les flux financiers compatibles... avec un développement à faible émission de gaz à effet de serre et <i>résilient aux changements climatiques</i>.</p>	<p><i>Fournir des services de base à tous les citoyens</i></p> <p><i>Veiller à ce que tous les citoyens aient accès à l'égalité des chances</i></p> <p><i>Promouvoir des mesures en faveur de villes plus propres Renforcer la résilience des villes</i></p> <p><i>Prendre des mesures pour lutter contre le changement climatique</i></p> <p>Respecter pleinement les droits des réfugiés, des migrants et des personnes déplacées dans leur propre pays</p> <p>Améliorer la connectivité et soutenir les initiatives novatrices et écologiques</p> <p><i>Promouvoir des espaces verts et des espaces publics sûrs et accessibles</i></p>

Tableau 1 : Objectifs des cadres ODD, SFDRR, Accord de Paris et le Nouveau Programme pour les villesⁱⁱ

Cependant, la diversité des cadres, cibles, plans de mise en œuvre et outils de suivi signifie qu'il y a un manque d'harmonisation dans le travail entrepris pour atteindre ces cadres.

Il est très utile de veiller à la cohérence entre les cadres. Pris individuellement, aucun des cadres ne tient compte de la gamme complète des chocs et des facteurs de risque qui pourraient toucher une collectivité. Pris ensemble, ils reflètent mieux l'éventail des risques auxquels un pays peut être confronté.

Les synergies entre les politiques, les programmes et les institutions doivent être mises en évidence et soutenues par l'harmonisation des actions. La coordination des mesures prises pour mettre en œuvre chaque cadre peut également contribuer à éviter les doublons, à maximiser les gains et à gérer les compromis. Comme chaque cadre cherche à « renforcer la résilience » et à gérer les risques en utilisant des calendriers, des centres géographiques, des échelles et des secteurs différents, la cohérence offre un moyen de faire face à la complexité des défis du monde réel auxquels sont confrontés les gouvernements nationaux.

Qu'est-ce que la cohérence ? Réflexion et action intégrées

La « cohérence des politiques pour le développement » existe depuis longtemps. La mise en place des nouveaux cadres mondiaux en 2015-2016 a donné un nouvel élan à la cohérence, car les objectifs qui se recoupent, comme le montre le tableau 1 ci-dessus, exigent clairement une *réflexion intégrée* pour leur mise en œuvre. Par exemple, la hausse des températures dans les petits États insulaires en développement peut entraver les progrès en matière de protection contre les inondations (croissance des mangroves) et endommager les écoles. Par conséquent les différents aspects du développement doivent être traités ensemble. Pour ce projet, une définition pratique de la cohérence est :

« Une approche, des processus et des actions visant à intégrer la mise en œuvre du Programme de développement durable, du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, de l'Accord de Paris et du Nouveau Programme pour les villes, afin d'accroître l'efficacité, l'efficacité et la réalisation tant des objectifs communs que des objectifs sp cifiquesⁱⁱⁱ. »

Les lecteurs de ce document sont susceptibles d'être des praticiens de la gestion des risques de catastrophe, qui se demandent à quoi ressemble une gestion cohérente des risques de catastrophe. Le présent document leur propose des réponses ainsi qu'à d'autres praticiens. Par exemple, la Société nationale pour la technologie antisismique au Népal, qui s'occupe de la GRC dans un pays sujet aux tremblements de terre, a appris qu'elle devait s'attaquer aux problèmes de développement durable pour faire évoluer les pratiques de construction et le développement des villes, afin de passer naturellement à une gestion cohérente des risques de catastrophe. (GRC).

  quoi ressemble la cohérence au niveau local ? Cohérence horizontale

La cohérence entre les cadres et les acteurs au niveau local est la *cohérence horizontale*, c'est-à-dire l'articulation des actions liées aux différents cadres et objectifs au niveau local. C'est important car c'est au niveau local que les cadres passent de la *politique*   l'*action*,



transformant la vie et les moyens de subsistance des communautés locales. Une façon de répondre à cette question consiste à voir à quoi ressemble la cohérence dans différentes situations et à identifier les moyens de la renforcer davantage. Dans le tableau ci-dessous, trois registres de cohérence - *coopération*, *coordination* et *collaboration* - sont notés^{iv}. La *coopération* est le registre de cohérence le moins exigeant, la *coordination* va plus loin, nécessitant une certaine articulation des actions, et la *collaboration* nécessite de construire des partenariats et d'agir ensemble. Le tableau ci-dessous donne une description de base de chaque registre, souligne les activités possibles dans chacun d'eux et donne des exemples.

Registre de cohérence	Actions au niveau local	Exemples
Coopération Dialogue et partage d'informations entre les différents acteurs	Partage des connaissances Réunions multipartites Partage d'informations techniques	<i>Bangladesh</i> : Outils qui relie la RRC locale et l'Accord de Paris <i>Indonésie</i> : Conférences sur le développement local <i>Delhi</i> : Collecte et partage de données locales sur les risques et la résilience (voir ci-dessous)
Coordination Harmoniser ressources, planification et activités de manière à ce qu'elles soient complémentaires tout en étant distinctes	Planification coordonnée des actions menées séparément par les acteurs Actions liées et complémentaires Rapports et suivi coordonnés	<i>Philippines</i> : La politique de « services de base minimum » permet un financement commun <i>Mondial/Local</i> : Suivi local, c'est-à-dire programmes « <i>Vues du frontline</i> » et « <i>Know your City</i> » de SDI <i>Kiribati</i> : Actions coordonnées entre plusieurs parties prenantes (voir ci-dessous)
Collaboration S'assembler pour décider d'actions conjointes par le biais de partenariats multipartites	Bâtir des partenariats multipartites permettant aux acteurs de travailler ensemble avec : <ul style="list-style-type: none">- Partage des actions- Partage des ressources	<i>Corée</i> : Saemaul Undong, le « Nouveau mouvement villageois », a mis l'accent sur la collaboration et le leadership multipartite pour renforcer le développement local intégré <i>Philippines</i> : Partenariat multipartite pour le développement durable et



	- Partage du plaidoyer et des voix	la réduction des risques (voir ci-dessous)
--	------------------------------------	--

Tableau 2 : Registres de cohérence horizontale

Ces activités et exemples montrent qu'il existe une marge considérable de cohérence au niveau local appliquée aux cadres nouvellement établis, impliquant un large éventail de parties prenantes, notamment les membres de la communauté, les organisations communautaires, les ONG locales, les autorités locales, les établissements d'enseignement et de recherche et les entreprises privées. Trois études de cas illustrant différents niveaux de cohérence au niveau local sont présentées ci-dessous.

Réflexion et action locales intégrées : Aperçus d'études de cas

Voici trois brèves études de cas de cohérence au niveau local, mentionnées dans le tableau ci-dessus, illustrant les différents registres de cohérence horizontale.

Inde – Delhi Est. Catastrophes et développement dans les établissements informels^v

New Delhi est divisée en douze districts administratifs, dont le district de Delhi Est encourt le risque le plus grand. Construit il y a cinquante ans sur des plaines inondables et une zone d'interdiction, le développement rapide des établissements de squatters a occupés les terrains vacants. La corruption des systèmes publics a permis à cette situation de perdurer jusqu'à ce que la population atteigne des proportions ingérables. Les densités résidentielles y sont parmi les plus élevées au monde, sans égard pour la sécurité des bâtiments et des infrastructures.

Les services publics sont inadéquats et souvent surchargés, ce qui conduit à de mauvais niveaux de santé publique. Tous ces facteurs s'ajoutent à la pauvreté pour accroître la vulnérabilité aux catastrophes en raison du mauvais état des bâtiments, des infrastructures et des services. La gouvernance locale repose sur un réseau complexe d'organismes dont les compétences et les pouvoirs se chevauchent. Une grande partie de l'implantation de Delhi Est n'a jamais été autorisée, les gens s'étant initialement installés sans acheter de terrain. Pour l'administration locale, cette situation devient un alibi pour ne fournir que des services limités. Les communautés manquent d'organisation, sont pauvres, et connaissent le sous-emploi à une grande échelle. Ces facteurs entraînent à leur tour une augmentation de la criminalité et des abus.

Une réflexion et une action intégrées ont conduit SEEDS à la mobilisation d'un forum citoyen de surveillance des catastrophes, impliquant des personnes clés, y compris des associations locales de quartier, des universitaires, des fonctionnaires à la retraite et des jeunes qui ont entrepris d'agir auprès des autorités locales. Les activités comprenaient une analyse de référence des bases des risques et une évaluation de la capacité de vulnérabilité, suivies de

l'élaboration d'une feuille de route. Des ateliers et des rencontres ont été organisés avec des groupes de femmes, des élus, des personnes âgées et des associations de quartier.

Les jeunes volontaires ont fourni les " mains et les jambes " pour l'ordre du jour du Forum. Ils ont participé à des programmes de formation spécialement organisés sur la préparation et la prévention. Les risques invisibles - ceux de l'intimidation, de la violence dans la rue et même de la violence familiale - ont fait partie de la discussion. Les jeunes sont devenus des fournisseurs actifs de données probantes crédibles marquées à l'aide de géolocalisation, utilisées pour traiter des problèmes de prestation de services publics et de sécurité pour les femmes et de la mauvaise qualité de ces services. Une application mobile a fourni des photographies avec des rapports de blogs provenant de divers endroits du district. On s'en est servi pour s'engager auprès de l'entreprise locale d'électricité, par exemple, pour leur montrer le mauvais câblage des poteaux de rue qui présentait un risque pour les enfants jouant dans le voisinage.

Une pression ascendante a été exercée sur divers services hiérarchiques de l'administration locale. Les médias sociaux ont été utilisés pour confronter le gouvernement au besoin. Cela s'est traduit par une amélioration de la prestation des services, une amélioration de la réparation des préjudices et des activités de soutien mutuel dans les programmes publics. Par le biais du forum des citoyens, une forte prise de conscience et un vif intérêt se sont développés autour des questions de *réduction des risques*, évoluant même pour influencer sur les grandes *questions de développement*.

Registre de cohérence : Les activités de collecte d'informations ont permis d'accroître l'influence sur le comportement des autorités locales et de renforcer la *coopération entre le gouvernement et la communauté*. Il y a également eu une *collaboration* entre les membres de la communauté impliqués dans le forum des citoyens.

Kiribati – un petit État insulaire en développement, exposé aux multiples impacts du changement climatique^{vi}

Les communautés de l'île de Marekei sont confrontées à de multiples impacts : pertes dues aux catastrophes, perte de revenus et de sécurité alimentaire résultant de l'élévation du niveau de la mer. Ceux qui vivent dans les zones côtières perdent des terres. Les maisons ont été endommagées et détruites par l'érosion. L'incursion de l'eau de mer dans les puits souterrains signifie que la population doit aller plus à l'intérieur des terres pour accéder à l'eau potable. Les aliments de base comme l'arbre à pain et la noix de coco meurent, et la sécurité alimentaire et la génération de revenus sont grandement affectées. La ciguatera (intoxication alimentaire due à une toxine accumulée dans le poisson) résultant du changement climatique est devenue courante.

Le programme *Frontline* de GNDR, mené par la Fondation des Kiribati du Pacifique Sud (FSPK), a stimulé la réflexion et l'action intégrées entre les ministères, les OSC, les ONG et les groupes communautaires dans différents domaines, pour initier l'autonomisation communautaire, améliorer les systèmes d'eau et développer la sécurité alimentaire. Le programme a permis de recueillir des informations sur les menaces, les conséquences, les actions et les obstacles locaux et a servi de base à l'établissement de plans d'action communautaires qui ont établi des priorités pour chaque communauté en fonction de la cartographie de ses ressources et de ses problèmes. Ils ont été utilisés pour inviter la collaboration des membres du Conseil de l'île et d'autres OSC. En tout, 14 communautés ont participé au programme, mettant en œuvre des activités d'adaptation en partenariat avec des

fonctionnaires du Conseil de l'île travaillant sur des activités connexes, notamment des fonctionnaires agricoles, des techniciens de l'eau et les conseils villageois.

Le programme a fourni un appui technique aux groupes communautaires, apporté par les ministères gouvernementaux, et ces groupes ont contribué des connaissances traditionnelles sur des questions telles que les zones côtières, l'eau des puits souterrains et l'agriculture. Pour y parvenir, il a fallu relever le défi que les connaissances traditionnelles, par exemple sur la construction de digues de protection, sont conservées au sein des familles et ne sont pas naturellement partagées. Changer les attitudes et faire tomber les barrières demande beaucoup de temps et d'efforts.

Registre de cohérence : Cette étude de cas illustre un certain degré de *coordination* entre les différentes actions entreprises séparément par le gouvernement, la société civile, les membres de la communauté, les experts techniques et autres. Bien que travaillant séparément, les activités ont été harmonisées grâce à une étroite coordination.

Philippines – Îles Gigantes : Lutte contre la pauvreté, les catastrophes et les phénomènes météorologiques extrêmes^{vii}

Gigantes est à 26 km du continental. Elles sont vulnérables à de nombreux risques affectant le bien-être et le développement des populations, y compris les risques hydrométéorologiques tels que les typhons, les orages, les *halakay* (vents forts), les vents de mousson et la sécheresse. Le taux d'incidence de la pauvreté de 80 % est l'un des plus élevés de la région, entraînant la prolifération d'activités de subsistance dangereuses telles que la pêche illégale, la dégradation de l'environnement marin ou la location de motocyclettes, qui causent de nombreux accidents de la route. La pauvreté est aggravée par l'isolement, ce qui entraîne un accroissement des autres risques, notamment un accès limité aux services de santé et de néo natalité, aux marchés et à l'eau potable.

Une approche de « convergence » - autre terme pour désigner l'intégration de la réflexion et l'action - a été établie par l'entremise de l'Islande *Sustainable Development Alliance Inc.* composée de 12 groupes communautaires et constituant une plateforme de dialogue et de relations plus étroites entre les communautés pour favoriser la résilience et un développement inclusif. Outre la tête de file des concepteurs constituée par UP Visayas Foundation et le Centre pour la prévention des catastrophes, des organisations locales, nationales et internationales de la société civile ont été impliquées. Le financement a été assuré par plusieurs gouvernements et ONGI. Des municipalités locales y ont participé, des agences régionales du gouvernement y ont collaboré et des conseils locaux, des femmes, des entreprises, des organismes d'éducation, des jeunes, des propriétaires de centres de villégiature et des guides touristiques y ont tous participé.



Figure 1: Organisations et institutions participant à la stratégie de convergence sur l'île de Gigantes^{vii}

Parmi les mesures prises, on peut citer l'évaluation participative des risques et des besoins en capacités, la formation des femmes au développement alimentaire alternatif, le renforcement des comités locaux et des groupes de volontaires, la fourniture d'une aide aux survivants des catastrophes, le reboisement des mangroves et la création d'un système d'approvisionnement en eau. Parallèlement à ces actions, le programme a également débouché sur des activités de plaidoyer et d'éducation communautaire, l'intégration de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation au changement climatique dans les plans de développement local et l'aide aux conseils locaux pour l'élaboration de leurs programmes annuels d'investissement (PAI). Parmi les résultats généraux, il y a eu la protection des ressources naturelles et la conservation de la biodiversité, le développement de l'écotourisme, la résilience des communautés face aux catastrophes, la promotion de communautés saines et de moyens de subsistance durables.

Registre de cohérence : Dans ce cas, la *collaboration* a reposé sur l'établissement de l'alliance, faisant participer un large éventail de parties prenantes à un plan d'action commun.



Lier la cohérence locale à d'autres niveaux : *Cohérence verticale*

Les registres de cohérence locale dans les exemples et les études de cas montrent qu'il est possible de renforcer considérablement la cohérence locale et horizontale en passant de la *coopération* à la *coordination* et enfin à la *collaboration*. Cependant, il est également important de lier l'action locale aux cadres mondiaux, ce qui signifie lier l'action et la politique locales aux politiques et actions nationales, régionales et mondiales. Les objectifs et les politiques peuvent circuler verticalement depuis les cadres internationaux jusqu'au niveau local pour influencer l'action. D'autres ressources, y compris financières, peuvent également suivre le même chemin. Les connaissances locales et le suivi local peuvent passer de l'échelle locale à l'échelle nationale et internationale. C'est la *cohérence verticale*. Les faits suggèrent qu'il existe des barrières considérables entre l'échelle locale et d'autres échelles de cohérence. Le tableau ci-dessous les résume et répertorie les rôles locaux possibles dans le renforcement de la cohérence verticale.

Obstacles à la cohérence verticale	Rôles locaux dans le renforcement de la cohérence verticale
Manque de ressources : Bien que les ressources soient vitales pour l'action et que des cadres tels que l'Accord de Paris prévoient des promesses de ressources, dans la pratique, le financement des « préjudices et dommages » est l'un des domaines les plus problématiques des cadres mondiaux	Plaidoyer et campagne en faveur d'une meilleure fourniture de ressources, notamment par le biais des activités de partage des connaissances ci-dessous
Manque de compréhension du contexte local : Par exemple, un observateur au Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable a déclaré : « La société civile doit avoir la possibilité de mettre en lumière la désagrégation des données gouvernementales et d'éclairer les réalités et les connaissances des personnes qui, dans les données officielles, <i>demeurent invisibles</i> ^{viii} . »	Création de savoirs locaux, plaidoyer local et plaidoyer national/mondial pour porter l'expérience locale à l'attention des acteurs locaux et mondiaux, par exemple par la coordination des rapports et des présentations de la société civile aux plates-formes mondiales



<p>Manque d'engagement à l'égard du suivi local : Bien qu'un suivi national soit en cours d'élaboration pour les différents cadres, l'engagement en faveur d'un suivi local est limité. Par exemple, Sendai Monitor est un outil national en ligne et la seule collecte de données effectuée en deçà du niveau national est la collecte de données locales sur les catastrophes via l'outil « Desinventar ».</p> <p>C'est pourquoi il appartient à des initiatives telles que «Vues du front » de GNDR et «Connaitre sa Ville»« <i>Know your City</i> » de SDI de recueillir des données au niveau local.</p>	<p>Renforcer le suivi complémentaire au niveau local par les acteurs et réseaux de la société civile</p>
<p>Manque de compréhension de la pertinence des cadres de haut niveau au niveau local : Par exemple, le Groupe de travail mondial des autorités locales et régionales a signalé que de nombreuses collectivités locales et régionales, et associations d'autorités locales et régionales ne connaissent pas encore les ODD ou les considèrent comme un</p> <p>« fardeau » de plus imposé de l'extérieur à l'échelle internationale^{ix}.</p>	<p>Renforcer l'accès à l'information aux niveaux mondial et national pour informer les acteurs régionaux et locaux</p>

Toutes ces activités dépendent du renforcement de la cohérence *horizontale* pour renforcer la capacité de la collaboration locale à participer à la création et au partage du savoir, ainsi qu'au plaidoyer. Pour que la société civile, par exemple, poursuive ses activités de plaidoyer et de campagne en faveur des ressources, un meilleur suivi et une meilleure information exigent une collaboration étroite pour parvenir à une action concertée. Il est donc probable que les contributions du niveau local au renforcement de la cohérence verticale dépendent de l'établissement d'une forte cohérence horizontale - collaborations multipartites.

Résumé et questions

La cohérence au niveau local est considérée comme ayant un potentiel considérable de croissance en passant de la coopération à la coordination et à la collaboration, comme l'illustrent les exemples et les études de cas ci-dessus.

Il a été constaté qu'il existe un certain nombre d'obstacles à l'établissement de la cohérence *reliant entre eux les divers niveaux de gouvernance* - la cohérence *verticale*. Une forte cohérence horizontale peut être un point de départ important pour renforcer la *cohérence verticale*, par la création de connaissances et le plaidoyer, par exemple. À mesure de l'accélération de la mise en œuvre des nouveaux cadres, les contributions de la société civile à l'élimination des obstacles à la cohérence verticale seront importantes.



Avez-vous une étude de cas de votre travail qui illustre comment vous avez accru la cohérence - pensée et action intégrées - dans votre travail local, en renforçant la *cohérence horizontale* par la coopération, la coordination ou la collaboration ? Ou avez-vous un exemple de la façon dont vous avez contribué à renforcer la *cohérence verticale* - en abattant les barrières entre la cohérence à l'échelon local, national ou même mondial ? Il serait particulièrement utile de trouver des exemples de cohérence horizontale et verticale axés spécifiquement sur les nouveaux cadres mis en place, étant donné que leur mise en œuvre ne fait que commencer à s'accélérer et qu'ils n'en n'existent pas actuellement.

Le présent document est le point de départ d'un plus large éventail d'études de cas reflétant différents aspects de la cohérence dans différents contextes. À partir de là, notre compréhension de la cohérence au niveau local pourra se développer davantage, renforçant la réflexion et l'action intégrées à la fois horizontalement, dans les partenariats et les collaborations au niveau local, et verticalement, pour interagir avec les gouvernements nationaux et les agences internationales.

Références

i ODD : <https://sustainabledevelopment.un.org/?menu=1300> . CSRRC : <https://www.unisdr.org/we/coordinate/sendai-framework> CCA : [https://unfccc.int/processus-et-reunions / l'accord-de-paris / l'accord-de-paris](https://unfccc.int/processus-et-reunions/l'accord-de-paris/l'accord-de-paris)

Nouveau Programme pour les villes : <http://habitat3.org/wp-content/uploads/NUA-English.pdf>

ii Comme ci-dessus

iii Adapté de « Poursuite cohérente du Programme de développement durable, du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et de l'Accord de Paris sur le changement climatique aux niveaux national, infranational et local : un document de réflexion à l'usage des partenaires travaillant pour le développement de la région Asie-Pacifique » (2018) Gregory Pearn,

GIZ. Non publié

iv Adapté de Keast, B., Brown, K., Mandell, M. (2007) "Obtenir le bon mélange: décomposer les significations et les stratégies d'intégration". Journal international de gestion publique 10 (1) pp 9-33.

v Étude de cas sur Delhi Est : Manu Gupta, Parag Talankar, Shivangi Chavda, (2018) «Les citoyens de Delhi mènent des actions de résilience», Prévention et gestion des catastrophes: Un journal international, [https:// doi.org/10.1108/DPM-07-2018-0228](https://doi.org/10.1108/DPM-07-2018-0228). Extrait avec la permission de l'auteur.



vi Étude de cas sur Kiribati : Ruiti Aretaake, (2018) "Les croyances traditionnelles des Kiribati sur les questions environnementales et leurs conséquences pour les communautés rurales et urbaines", Prévention et gestion des catastrophes: Un journal International, <https://doi.org/10.1108/DPM-06-2018-0182>. Extrait avec la permission de l'auteur.

vii Étude de cas aux Philippines : Jesusa Grace Molina, (2018) "Promotion de la résilience des petites îles et du développement inclusif grâce à une stratégie de convergence à Carles, aux Philippines", Prévention et gestion des catastrophes: Un Journal International, <https://doi.org/10.1108/DPM-06-2018-0190> . Extrait avec la permission de l'auteur.

viii <https://www.thebritishacademy.ac.uk/blog/monitoring-sustainable-development-goals-community-level>

ix Rapport des gouvernements locaux et régionaux au Forum de haut niveau sur les politiques de 2018 « Vers la localisation des

ODD » : Groupe de travail mondial des gouvernements locaux et régionaux. https://www.uclg.org/sites/default/files/towards_the_localization_of_the_sdgs.pdf